

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 26 juin 2023
(Convocation du 20 juin 2023)

Aujourd'hui, le 26 juin 2023 à 08h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	6
• Voix	6
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	6	
• Voix	6	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Affaires juridiques - Ressource en eau - Reclassement en classe B du réservoir de Saint-Jean - Autorisation de recours gracieux et d'ester en justice

Exposé des motifs :

En 2021 et 2022 le réservoir de soutien d'étiage de Saint-Jean, situé sur la communauté de communes d'Artagnan en Fezensac, a notamment fait l'objet de travaux sur l'évacuateur de crue, les coursiers et la crête sur la digue de l'ouvrage. Pour mémoire, ce barrage faisait l'objet depuis plusieurs saisons de prescriptions de la Dreal au titre de la sécurité avec notamment une côte rabaissée de remplissage dans l'attente de travaux correctifs.

À cette occasion, les services de l'État procèdent à l'actualisation de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter le barrage, en fonction des côtes du dossier des ouvrages exécutés (DOE). Le 24 mai dernier, monsieur le Préfet du Gers a notifié à l'Institution Adour cet arrêté dans lequel il procède non seulement à l'actualisation de l'ouvrage après travaux mais dont une des clauses prévoit le reclassement du barrage de classe C en classe B. Ce reclassement avait été évoqué par les services de la Dreal avant même que les travaux sur le barrage soient d'actualité. En effet, un changement d'interprétation sur la lecture de la réglementation en matière de classement des ouvrages, notamment concernant les notions de hauteurs prises en compte à l'article R.214-12 du code de l'environnement pouvaient amener à ces conclusions.

Il est à noter que c'est sur cette base qu'un ouvrage similaire, propriété du département du Gers, a déjà fait l'objet d'un « avis défavorable de maintien en classe C » comme l'indique le Préfet dans son courrier de notification, invoquant ce précédent.

Malgré les discussions avec les services de l'État et les observations transmises à monsieur le Préfet du Gers en réponse au projet d'arrêté, le réservoir de Saint-Jean se trouve reclassé en classe B.

Au regard du changement d'interprétation de la réglementation par l'administration, laquelle conduit à ce reclassement et compte tenu des implications conséquentes en termes de gestion d'études complémentaires et donc d'incidence financière d'un tel changement de classement, il semble important de faire valoir notre position et ce, d'autant plus que d'autres ouvrages trentenaires de l'EPTB sont susceptibles d'être concernés par un tel changement d'appréciation de l'administration.

Vu la délibération n°64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n°122/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Bureau et notamment en matière juridique concernant les actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,

Vu l'arrêté préfectoral autorisant la construction du barrage de Saint-Jean sur la Douze en date du 18 novembre 1988,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire portant classement du barrage de Saint-Jean en classe C en date du 26 avril 2013,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2021 autorisant l'Institution Adour à réaliser des travaux de confortement au droit du barrage de Saint-Jean,

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'Institution Adour le 8 mars 2023,

Vu les observations émises par courrier du 27 mars 2023 de l'Institution Adour sur le projet d'arrêté préfectoral et contestant le reclassement de l'ouvrage en classe B,

Vu le courrier de notification de l'arrêté préfectoral 32-2023-32-16-00004 de monsieur le Préfet du Gers reçu le 24 mai 2023,

Considérant que l'article R.214-12 du code de l'environnement modifié par décret du 2021-1902 du 29 décembre 2021 amende la notion de hauteur « H » mais ne modifie en rien celle du niveau du « terrain naturel » à prendre en compte pour calculer « H »,

Considérant que les cotes prises en compte dans l'arrêté préfectoral pour procéder au reclassement de l'ouvrage ne correspondent pas au niveau du terrain naturel au niveau du pied de l'ouvrage tel que définie à l'article R.214-12 du code de l'environnement modifié,

LE BUREAU

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le président à déposer un recours gracieux contre la décision du Préfet du Gers reclassant le réservoir de soutien d'étéage multi-usages de Saint-Jean en Classe B,
- d'autoriser le président à intenter une action en annulation et de plein contentieux devant les tribunaux de l'ordre administratif en cas de refus de retrait de l'arrêté de reclassement,
- d'autoriser le président à recourir au ministère d'un avocat spécialisé,
- d'autoriser le président à signer tous documents et à prendre toutes décisions relatives à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 juin 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE